Le 22 mars, et maintenant ?

Ou comment ne pas répéter la procession funèbre qui mène à l'enterrement de la volonté majoritaire…

vendredi 23 mars 2018, par Jacques COTTA

Pour couper court aux éternels batailles de chiffres, qui confinent souvent au ridicule entre le ministère de l'intérieur et les organisations syndicales au soir des manifestations, un organisme, qu'il faudrait croire sur parole, vient pour la première fois, à la demande de différents organes de presse, donner sa sentence. Pour sembler crédible celui-ci indique ce 22 mars à Paris un nombre, au manifestant prés, 34 700 dans le cortège de la fonction publique et 13 100 dans celui des cheminots, soit 47 800 au total. Admettons. Mais le décompte arithmétique ne peut rendre compte de l'essentiel. Ce 22 mars s'est exprimée une volonté politique dans la rue comme dans la grève. Des questions, souvent les mêmes, ont été posées aux quatre coins du pays. Des aspirations communes ont été partagées.

Avant la journée de mobilisation du 22 mars, les médias ont fait état de « motivations très différentes » dans les rangs des manifestants, devant ainsi permettre au gouvernement de laisser faire et de tenir bon sur son orientation. Les suites seraient indolores, tellement il serait difficile pour quiconque d'unifier la volonté du retraité de ne pas voir sa pension amputées, du cheminot de voir son statut respecté, du lycéen ou de l'étudiant de garantir l'existence du bac et de mettre en échec la sélection, du paysan de vivre de sa récolte, de l'avocat de pouvoir exercer la défense, du fonctionnaire…

Certains, à la « gauche de la gauche » répondent par « la convergence des luttes ». Réponse en trompe l'oeil. En effet, pour converger, dans les luttes comme dans les mathématiques, il faut définir un point de convergence, une direction, un but. Les luttes convergeant pour les luttes, cela n'a pas de sens.

D'autres en appellent déjà à une nouvelle journée d'action, ravivant ainsi les mauvais souvenirs qui reviennent à la vitesse de l'éclair. Des retraites à la loi El Khomri, la succession de ce type de journées à conduit à la démoralisation, à l'exténuation, à la démobilisation, alors qu'au point de départ pourtant la détermination pouvait laisser craindre le pire au PS au pouvoir, à Hollande, Valls et El Khomri entre autre, qui s'en remettraient un peu plus tard à Emmanuel Macron et Edouard Philippe pour parachever leur « loi travail » et l'ensemble de leur oeuvre.

Alors ?

Le gouvernement Macron-Philippe ferait bien, dans son propre intérêt, de rabaisser la morgue dont il fait preuve à l'encontre des « petits » et de mettre en sourdine l'autoritarisme dont il témoigne, véritable agression, pour faire passer ses lois à coup d'ordonnances, contre la volonté et l'intérêt général.

L'intérêt général, notre modèle social, n'est-ce pas ce qui s'exprime partout, sous des formes et des aspirations particulières ? Voila sans doute le point de convergence. Un modèle fait de services publics et donc de fonctionnaires pour assurer l'équipement du territoire, la possibilité de se déplacer, de se soigner, de s'éduquer… Un modèle respectueux des conditions de vie réservées aux plus anciens comme des conditions d'études destinées aux plus jeunes. Un modèle soucieux de notre

souveraineté, alimentaire notamment et de la qualité. Un modèle garant de nos libertés… Il n'y a pas là la volonté et l'intérêt des seuls cheminots, des seuls agents hospitaliers, des seuls lycéens et étudiants, des seuls paysans, des seuls avocats, mais bien l'intérêt général, celui de la République, celui de la Nation.

En réalité n'est-ce pas Macron lui-même et son gouvernement qui unifient des mouvements et des préoccupations qui peuvent sembler distinctes ? N'est-ce pas sa politique et sa cohérence qui donnent sens à la fameuse convergence des luttes, ou convergence des refus ? N'est-ce pas tous simplement Emmanuel Macron et son gouvernement qui constituent le point de convergence de tous les mécontentements ?

Voila pourquoi, partant de là, rien ne devrait se mettre en travers d'une grande mobilisation unie à Paris, un dimanche, jour où la perte du salaire dans la grève ne serait pas une fatalité, pour rassembler des centaines de milliers, des millions qui d'une même voix indiqueraient dans l'unité des syndicats, associations, organisations, leur volonté commune en décrétant la fin de la politique macronienne et le rétablissement de tout ce qui participe au bien commun.